

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

du

MARDI 21 DÉCEMBRE 2010

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

van

DINSDAG 21 DECEMBER 2010

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 15 h 33 par M. Ben Weyts, président.

01 Questions jointes de

- M. Peter Luykx au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la réactivation du dossier du Rhin de fer" (n° 1180)

- M. Bert Schoofs au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les plus récents et les futurs contacts internationaux du gouvernement fédéral à propos du Rhin de fer" (n° 1456)

01.01 **Peter Luykx** (N-VA): Le premier ministre a annoncé une concertation avec Mme Vervotte et M. Schouppe sur le Rhin de fer. Il veut également examiner ce dossier à court terme avec le nouveau gouvernement de l'entité fédérée de Rhénanie du Nord-Westphalie.

Ces discussions ont-elles déjà eu lieu? Quels ont été les résultats?

01.02 **Bert Schoofs** (VB): Début novembre, le premier ministre s'est entretenu avec son homologue allemand, Mme Merkel, sur la réactivation du Rhin de fer. L'Allemagne et la Belgique sont sur la même longueur d'ondes mais les Pays-Bas avancent de nombreuses objections.

Le premier ministre peut-il commenter les positions de l'Allemagne et des Pays-Bas? Quelles discussions ont été menées récemment à ce sujet avec le gouvernement néerlandais? Une réunion conjointe de l'Allemagne et des Pays-Bas est-elle prévue? De quelle manière les Pays-Bas peuvent-ils être incités à respecter les règles de droit européennes? Si les Pays-Bas continuent à faire opposition, le premier ministre entamera-t-il une procédure devant la Cour de justice européenne?

01.03 **Yves Leterme**, premier ministre (*en néerlandais*): Après mon entretien avec Mme Merkel, je me suis également entretenu du dossier avec M. Peter Hintze, le secrétaire d'État allemand à l'Économie. L'activation du Rhin de fer est d'une grande importance pour notre économie du transport. Nous souhaitons dès lors réaliser des progrès rapides dans ce dossier, sur la base du tracé historique. Les décisions de droit international prononcées à cet égard renforcent notre position.

Nos discussions avec les Pays-Bas se limitent à souligner notre volonté de maintenir le tracé historique. Telle est également la position adoptée par Mme Vervotte lors d'une concertation trilatérale antérieure. Nous maintenons notre point de vue.

Nous nous concentrons à présent sur l'Allemagne. Nous devons maintenir la pression. La ministre Vervotte aura fin février un entretien avec M. Voigtsberger, le nouveau ministre de l'Économie de la Rhénanie du

Nord-Westphalie. Si mon agenda me le permet et si je suis toujours premier ministre, je prendrai également part à cet entretien.

Le ministre-président néerlandais, M. Rutte, connaît très bien nos positions et a répété une nouvelle fois que les Pays-Bas respecteront leurs engagements internationaux.

Nous avons réussi à faire aboutir l'approfondissement de l'Escaut. J'espère que le dossier du Rhin de fer se conclura également sur un succès.

01.04 Peter Luykx (N-VA): Il est essentiel de poursuivre les réunions consacrées à cette question avec les Pays-Bas et l'Allemagne. Cela permet de maintenir le dossier sur l'agenda. Selon notre premier ministre, les Pays-Bas confirment leur position quant au tracé, mais un nouveau désaccord est néanmoins apparu en novembre. Il y a donc un peu de bruit sur la ligne entre les Pays-Bas et la Flandre.

01.05 Bert Schoofs (VB): Je me félicite que le premier ministre poursuive les réunions sur ce dossier. S'il devait baisser les bras, cela donnerait aux Pays-Bas l'occasion de prendre encore plus de contre-mesures. Le choix de l'Allemagne comme alliée est une bonne stratégie, qui peut mettre la pression sur les Pays-Bas.

L'incident est clos.

02 Question de M. Ben Weyts au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'avis pour la nomination d'un vice-gouverneur" (n° 1538)

02.01 Ben Weyts (N-VA): Le mandat de vice-gouverneur faisant fonction de M. Clement a été prolongé pour la deuxième fois. Le vice-gouverneur doit veiller au respect de la législation linguistique. Puisque la plupart des infractions à cette législation sont le fait de francophones, il a été établi que le vice-gouverneur doit appartenir au rôle linguistique néerlandais. M. Clement est francophone et d'obédience MR.

Le vice-gouverneur est désigné sur l'avis conforme du gouvernement fédéral. Le gouvernement bruxellois a-t-il communiqué une demande d'avis sur ce point au gouvernement fédéral? Quelle est la position de ce dernier?

02.02 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Nous n'avons pas reçu de demande d'avis du gouvernement bruxellois.

Il n'appartient pas au pouvoir exécutif fédéral de juger du fondement juridique d'un acte administratif. Les décrets du gouvernement bruxellois sont motivés par une référence à la loi provinciale de 1836 et par la nécessaire continuité du service concernant le maintien de l'ordre public et la coordination des services de police et de la sécurité civile.

Conformément à la loi du 8 août 1980, l'avis conforme du gouvernement fédéral est effectivement requis pour la nomination d'un vice-gouverneur. Le gouvernement n'a pas reçu jusqu'ici de projet de décret de nomination.

02.03 Ben Weyts (N-VA): Selon moi, la loi provinciale s'applique aussi à la nomination comme vice-gouverneur faisant fonction. Puisqu'il est partie prenante, le gouvernement doit tout de même avoir un point de vue sur le sujet.

L'incident est clos.

03 Question de M. Theo Francken au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la politique d'expulsions" (n° 1160)

03.01 Theo Francken (N-VA): Je souscris à l'analyse du premier ministre publiée dans le quotidien *De Standaard* du 20 novembre dernier, où il dit que la Belgique a acquis la réputation d'un pays où tout est possible et où il y aura tôt ou tard une nouvelle régularisation. Quand je lis que le premier ministre entend veiller personnellement à la normalisation de la politique de retour, j'y vois un reproche adressé au secrétaire d'État, M. Wathelet, qui n'aurait pas bien fait son travail.

La politique de retour est un échec total. Les retours volontaires se sont mués en une sorte d'agence de voyages améliorée, principalement fréquentée par des Brésiliens – 950 sur les 2 000 retours volontaires en 2009 – qui, après avoir travaillé quelque temps dans la clandestinité, souhaitent rentrer chez eux à peu de frais. Outre un vol gratuit, ils reçoivent un montant de 950 euros pour faciliter leur réintégration au Brésil!

Par ailleurs, les retours forcés, dont le nombre a sensiblement diminué ces dernières années, ne sont pas un franc succès non plus. On ne compte chaque année que 1 800 à 2 000 rapatriements réussis.

Comment le premier ministre entend-il veiller à la bonne exécution de la politique de retour volontaire?

Président: Renaat Landuyt.

03.02 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Nous avons pris des mesures pour maîtriser l'afflux et renforcer la capacité d'accueil.

Après la libéralisation des visas des pays balkaniques, la pression sur l'afflux est forte. Nous avons convenu avec le gouvernement albanais de suivre de très près les demandes d'asile d'Albanais. Le médiateur royal actuel m'a conseillé de véritablement vérifier heure après heure qui se présente au guichet. Nous remarquons ainsi rapidement si des personnes provenant d'un pays ou d'une province donnée demandent systématiquement l'asile chez nous et nous pouvons immédiatement prendre des mesures.

Si l'Office des Étrangers et le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides constatent une augmentation significative du nombre de demandes, le système du traitement prioritaire est appliqué. Pour l'Albanie, cela signifie qu'environ 5 % des demandeurs obtiennent le statut.

Nous renforçons également les campagnes de prévention. Il existe des prospectus en albanais expliquant que la Belgique n'est pas un eldorado.

Pour que les mesures soient efficaces, la collaboration entre Fedasil et l'Office des Étrangers doit également être améliorée. Un protocole a été négocié. Il doit à présent être renforcé et précisé. L'échange de données doit essentiellement être amélioré en vue de renforcer les expulsions forcées.

Il est un peu exagéré de démontrer l'échec de la politique de retour volontaire en prenant l'exemple de quelques Brésiliens. Nous devons continuer à encourager le retour volontaire, surtout au début, au moment de la demande du permis de séjour.

Président: Ben Weyts.

J'examine actuellement avec le ministre de la Justice l'éloignement de personnes en séjour irrégulier qui ont purgé une peine chez nous. Quelques centaines de personnes ont purgé leur peine mais restent en prison parce qu'aucun statut n'est prévu pour elles.

M. Wathelet prépare une circulaire pour les bourgmestres, afin de leur rappeler la nécessité d'un suivi rapide des décisions de l'Office des Étrangers. Il n'est pas aisé pour les administrations locales d'ordonner à des personnes qui séjournent dans notre pays depuis trois à quatre ans déjà de quitter le territoire, et ce sous la pression des comités d'action et des directions d'école. C'est pourquoi nous examinerons avec une délégation des administrations locales comment la collaboration peut être améliorée afin de l'organiser le plus efficacement possible.

Des négociations sont en cours avec les pays d'origine à propos des accords de réadmission, des accords de reprise et des protocoles de coopération administrative. En 2011, nous signerons l'accord de réadmission avec le Kosovo. Des accords ont également déjà été conclus avec le Burundi, l'Équateur et le Vietnam. Les négociations avec l'Afghanistan, le Brésil, le Pérou, la Bolivie, l'Inde, la Côte d'Ivoire et la Colombie sont en cours. Au niveau du Benelux, on prépare la généralisation des accords de réadmission.

Le nombre de personnes qui quittent volontairement ou involontairement notre pays n'a pas diminué ces dernières années et a même légèrement augmenté, ce qui ne signifie pas qu'il ne faille pas améliorer les

chiffres. Pour remettre la politique sur les rails, une politique en matière d'éloignement revêt la même importance que la limitation de l'afflux et le traitement rapide des dossiers.

03.03 Theo Francken (N-VA): Ai-je bien compris que la situation des Albanais fait l'objet d'un suivi toutes les douze heures? N'a-t-on noté aucun accroissement de cet afflux depuis la semaine passée?

03.04 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Nous observons actuellement une évolution normale. La libéralisation des visas étant intervenue le 15 décembre, il se peut encore qu'une forte hausse apparaisse. Nous avons convenu avec le premier ministre albanais qu'une action commune serait entreprise si le cas se produit. Par ailleurs, il a été décidé avec la commissaire Malmström d'adapter, voire de suspendre si nécessaire cette mesure de libéralisation.

03.05 Theo Francken (N-VA): Je soutiens pleinement les sept mesures, tout en me demandant si elles seront efficaces. Le premier ministre entend maintenir le protocole d'accord convenu avec l'Office des Étrangers, alors même que ce document n'est, selon Fedasil, qu'une coquille vide. Les personnes qui devaient être éloignées ont déjà subi cette mesure, tandis que les familles qui sont toujours en séjour illégal ne sont plus concernées par le protocole.

Je plaide pour une réaction plus vive. Les compétences en matière de retour volontaire doivent être transférées de Fedasil à l'Office des Étrangers. Fedasil emploie en effet des assistants sociaux qui doivent créer une relation de confiance avec les demandeurs d'asile et sont dès lors mal placés pour évoquer un retour. Les fonctionnaires qui s'occupent du retour doivent opérer à l'Office des Étrangers et, pour des raisons d'efficacité, les retours volontaires et forcés doivent être organisés par un même service.

Je persiste à dire que le retour volontaire est comme une agence de voyage de luxe. Cela peut sembler démagogique mais les chiffres me donnent raison. Aux Pays-Bas, les personnes en situation illégale ne reçoivent pas plus de 50 euros et si elles refusent le vol retour gratuit, elles perdent immédiatement cette modeste prime. Cela représente une huitième proposition. J'espère que le premier ministre la fera examiner.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 1073 de M. De Man est retirée. La question n° 111 de M. De Vriendt est transformée en question écrite et la question jointe n° 1149 de M. Blanchart est retirée.

04 Questions jointes de

- **M. Renaat Landuyt au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le montant de 115 millions d'euros de saisies inscrit comme recettes dans le budget" (n° 1112)**

- **M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'enregistrement illégal par le gouvernement de 115 millions de recettes au budget 2009 à partir de fonds gérés par l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation" (n° 1761)**

04.01 Renaat Landuyt (sp.a): J'ai déjà interrogé plusieurs ministres au sujet des 115 millions d'euros de saisies versées au Trésor. Les décisions et les actions peuvent être interprétées différemment.

M. Reynders s'est exprimé sans ambages et il ne semblait avoir aucun problème à ce que les autorités utilisent des fonds de tiers au motif qu'elles peuvent les rembourser ultérieurement.

En vertu d'un article de loi, le ministre de la Justice pouvait justifier le versement d'une banque privée à la Caisse des Dépôts et Consignations. Il a toujours ignoré que cette somme a ensuite encore une fois été versée, notamment au Trésor, et il s'est senti clairement dupé.

Le ministre du Budget, M. Vanhengel, juge le versement contestable, mais non catastrophique car la Caisse des Dépôts et Consignations est tellement bien approvisionnée qu'un petit acompte en faveur du Trésor ne pose pas de gros problème. Il s'agit d'un raisonnement qui est parfois à la base d'affaires pénales contre des banquiers ou des notaires.

Le secrétaire d'État au Budget, M. Wathélet, a très prudemment abondé dans le sens du ministre de la Justice, mais a également reconnu la nécessité d'enjoliver les comptes.

Chacun s'est félicité du fait que l'argent avait finalement été remboursé, même s'il s'avère aujourd'hui que ce remboursement aurait dû être fait le 10 novembre et ne l'a pas été. Un amendement qui dispose que l'argent figure sur le compte de 2009, que l'opération était dénuée de fondement légal et que l'argent devait être remboursé est publié aujourd'hui.

Apparemment, le montant devait se trouver sur le compte le 29 décembre 2009. L'on se propose de jouer le même tour de passe-passe pour l'an 2010. L'argent d'autrui sera donc utilisé deux fois.

Quand M. Reynders décidera-t-il de mettre en œuvre les dispositions qui reçoivent une base légale par le biais de cet amendement? Qui a en fin de compte décidé de transférer le montant de 115 millions d'euros de la Caisse des Dépôts et Consignations au Trésor? Quand cette décision a-t-elle été prise? A-t-elle été soutenue par tous les membres du gouvernement? Le ministre était-il conscient du caractère non réglementaire de cette transaction? Quand en a-t-il été formellement informé par la Cour des comptes? Pourquoi a-t-on tant attendu avant de retourner cette transaction?

04.02 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Votre gouvernement a décidé le 23 octobre 2008 de transférer 115 millions d'euros figurant sur les comptes de l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation (OCSC) vers la Caisse des dépôts et consignations.

L'intention était d'enregistrer cette somme en recettes au budget 2009. Il fallut attendre plus d'un an pour que ce transfert soit effectué. Estimant l'opération illégale, l'Institut des Comptes Nationaux a refusé de comptabiliser cette somme en recettes pour l'année 2009, tandis que la Cour des comptes a estimé "qu'elle ne pouvait être légalement enregistrée comme recette pour l'État". Cela signifie que l'opération était contraire à la loi. Elle estimait qu'elle devait être remboursée sur le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations. Cela a été décidé par votre gouvernement le 10 novembre et traduit dans un amendement de dernière minute à l'ajustement budgétaire 2010 que nous avons reçu ce matin. Les explications des membres du gouvernement à ce sujet sont variables.

Quelle était l'intention du gouvernement le 23 octobre 2008? Cette décision prévoyait-elle le mécanisme automatique de transfert de la Caisse des Dépôts et Consignations vers le Trésor? Si ce n'est pas le cas, qui a pris cette décision de transfert? Sur base de quel avis juridique le gouvernement a-t-il pris cette décision d'utiliser de l'argent qui n'appartenait pas à l'État? Pourquoi le gouvernement a-t-il attendu l'avis de la Cour des comptes pour faire marche arrière? Où en sont les travaux au sein du gouvernement pour modifier la façon de gérer les fonds qui lui sont confiés? S'agit-il d'une simple erreur comptable ou d'une faute plus grave de la part de votre gouvernement?

04.03 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Il y a manifestement beaucoup de confusion dans l'esprit de certains de mes collègues, mais peut-être est-ce en partie voulu.

Il est question ici de fonds saisis dont il est certain, statistiquement parlant, que la moitié ou deux tiers seront finalement confisqués. Au moment où nous étions à la recherche de mesures, lors du conclave budgétaire, j'ai proposé – car c'est bien moi le coupable – d'inscrire, dans le strict respect des règles du SEC, la moitié des montants saisis qui seraient très vraisemblablement confisqués au budget des voies et moyens. Ce fut accepté, et la proposition d'inclure ce montant dans les tableaux du projet de loi a été approuvée. Par conséquent, lorsque le Parlement a adopté le budget pour 2009, il a également approuvé cette transaction.

Il n'est pas question d'astuce comptable. Il s'agit d'une somme d'argent qui revenait de toute manière, *in fine*, au contribuable. Certains de mes collègues préféreraient peut-être que je vise les personnes en situation de précarité sociale, mais j'ai dit à un moment donné, dans un souci de saine gestion, qu'il y avait de bonnes raisons de considérer que l'argent provenant de personnes ayant enfreint la loi revenait de droit à la collectivité. Depuis dix ou quinze ans, il s'est avéré que ce montant se situait chaque année entre la moitié et deux tiers des sommes saisies, et c'est pourquoi nous avons décidé d'inscrire un peu plus de la moitié au budget.

(En français) Ensuite, ces moyens ont été imputés au Trésor en exécution des tableaux accompagnant le budget des voies et moyens. Ce dernier transfert n'était pas nécessaire et ne représentait pas de différence pour le budget en termes de comptabilité.

S'en est suivi un problème juridique car des fonds de tiers avaient été mélangés avec des fonds publics. Tel est l'avis de la Cour des comptes.

On a pris l'habitude que les avis de la Cour des comptes soient divulgués dans la presse avant que le gouvernement en soit informé. Une fois le problème pointé du doigt, le transfert au Trésor a été levé et les moyens ont été imputés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Pour le reste, le Parlement a voté un document budgétaire qui a habilité le gouvernement à procéder aux transactions dont question. Enfin, suite à une remarque de la Cour des comptes, nous avons rectifié le tir.

04.04 Renaat Landuyt (sp.a): Le premier ministre dit que le Parlement a approuvé la transaction mais c'était sur la base des informations fournies par le gouvernement. Celui-ci a trompé le Parlement en affirmant que la chose était acquise.

Les faits indiquent clairement qu'il s'agissait d'une transaction erronée et que l'argent devra être reversé. Cela ne se fera que l'an prochain, de sorte que le gouvernement enjolivera par deux fois le budget au moyen d'argent qui ne lui revient pas.

Le raisonnement selon lequel l'argent reviendrait de toute façon un jour pour moitié aux pouvoirs publics ne tient pas. Jamais on n'admettrait un tel raisonnement chez des banquiers ou des notaires. De l'argent provenant de criminels est du reste souvent aussi de l'argent qui appartient à des citoyens ordinaires.

La Caisse des Dépôts et Consignations est un instrument de confiance pour conserver de l'argent. Toucher à cet argent est une grossière erreur. La légèreté avec laquelle le premier ministre ignore cette réalité constitue un signal dangereux, pour lui-même mais aussi pour la société. Des responsables politiques qui utilisent de l'argent en consignment n'ont pas leur place dans un monde tel que nous le concevons. Je crois que nous n'avons pas fini de débattre de ce dossier.

04.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): J'apprécie le fait que vous assumiez cette mauvaise idée. Vous renvoyez très vite la balle au Parlement qui a voté ce budget. Mais il l'a fait sur la base de fausses informations. En effet, il ne s'agit pas de sommes définitivement acquises à l'État mais d'argent de tiers qui a été enregistré en recettes, comme le remarque fort justement la Cour des comptes.

Dès lors que cet argent n'a pas été confisqué et qu'il n'y a pas eu de décision définitive par rapport à des sommes qui sont saisies, l'État n'a pas à mettre la main dessus. C'est une question de respect de la présomption d'innocence.

04.06 Yves Leterme, premier ministre (en français): La Caisse des Dépôts et Consignations est-elle, oui ou non, dans le périmètre de consolidation SEC?

04.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Elle se trouve entre les deux.

04.08 Yves Leterme, premier ministre (en français): Non, elle se trouve dans ce périmètre.

04.09 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Cette décision du gouvernement de transférer dans le périmètre des recettes de l'État de l'argent qui ne lui appartenait pas est une faute. Cela a été corrigé mais il reste une chose que j'ai du mal à comprendre. On me dit que cela n'aura pas eu d'effet en 2009 puisque l'Institut des comptes nationaux a refusé l'inscription au budget mais qu'en 2010, on décide de rembourser les

115 millions d'euros à la Caisse des Dépôts et Consignations. Finalement, qu'en est-il?

L'incident est clos.

05 **Question de M. Siegfried Bracke au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'interprétation de la notion d'affaires courantes en ce qui concerne la conclusion d'importants contrats de location" (n° 1733)**

05.01 **Siegfried Bracke** (N-VA): M. De Clerck m'a fait savoir récemment que l'arriéré de paiement des experts judiciaires était dû au retard mis à constituer une banque de données, consécutif à la chute du gouvernement.

En 2013, le quartier général de la police de Bruxelles sera transféré sur le cite de l'ancienne Cité administrative de l'État. Les permis étaient prêts au moment de la chute du gouvernement mais les promoteurs immobiliers voulaient attendre la garantie d'un contrat locatif que le gouvernement leur auraient fournie à l'heure qu'il est.

Le lieux d'hébergement de la police procède d'un choix politique. Pourquoi ce choix est-il possible en période d'affaires courantes mais pas le lancement d'un site internet pour améliorer le fonctionnement de l'État?

05.02 **Yves Leterme**, premier ministre (*en néerlandais*): L'arrêté royal relatif au fichier central des avis de saisie a été publié au *Moniteur belge* le 17 décembre 2010 et entrera en vigueur le 19 janvier 2011.

La location de locaux pour la police relève donc bien des affaires courantes. Il s'agit de l'exécution d'une décision antérieure du 17 décembre 2009 et non pas d'un nouveau choix politique.

05.03 **Siegfried Bracke** (N-VA): Voilà une réponse riche en enseignements. M. De Clerck m'avait donné l'impression qu'il se posait un problème gigantesque et que le site ne pourrait démarrer.

05.04 **Yves Leterme**, premier ministre (*en néerlandais*): Depuis la chute du gouvernement, un certain nombre d'arrêtés royaux attendent la signature royale. Celui-ci est resté un peu plus longtemps en attente parce qu'il fallait vérifier s'il s'inscrivait bien dans le cadre des affaires courantes.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 1757 de M. Gilkinet est convertie en question écrite.

La réunion publique est levée à 16 h 41.

De vergadering wordt geopend om 15.33 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Peter Luykx aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de reactivering van het IJzeren Rijn-dossier" (nr. 1180)
- de heer Bert Schoofs aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de meest recente en de geplande toekomstige buitenlandse contacten van de federale regering inzake de IJzeren Rijn" (nr. 1456)

01.01 **Peter Luykx** (N-VA): De premier kondigde een overleg aan met minister Vervotte en staatssecretaris Schouppe over de IJzeren Rijn. Ook wil hij dit dossier op korte termijn bespreken met de nieuwe deelstaatregering van Noordrijn-Westfalen.

Hebben die gesprekken al plaatsgevonden? Welke resultaten hebben ze opgeleverd?

01.02 **Bert Schoofs** (VB): Begin november sprak de premier met zijn Duitse collega, mevrouw Merkel, over de heractivering van de IJzeren Rijn. Duitsland en België staan op dezelfde lijn, maar Nederland heeft heel wat bezwaren.

Kan de premier meer uitleg geven over de standpunten van Duitsland en Nederland? Welke gesprekken zijn hierover onlangs geweest met de Nederlandse regering? Is er een vergadering met Duitsland en Nederland samen gepland? Op welke manier kan Nederland ertoe bewogen worden de Europese rechtsregels te respecteren? Als Nederland blijft tegenwerken, zal de premier dan een procedure opstarten bij het Europees Hof van Justitie?

01.03 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Na mijn gesprek met mevrouw Merkel heb ik het dossier ook besproken met Peter Hintze, de Duitse staatssecretaris voor Economie. De activering van de IJzeren Rijn is van groot belang voor onze transporteconomie. Wij willen dan ook een snelle vooruitgang in dit dossier, op basis van het historisch tracé. De internationaalrechtelijke uitspraken die in dit verband gedaan zijn, versterken onze positie.

Onze gesprekken met Nederland beperken zich tot het benadrukken dat wij het historisch tracé blijven aankleven. Dat is ook de positie die mevrouw Vervotte tijdens eerder trilateraal overleg innam. Wij blijven bij onze standpunten.

Wij concentreren ons nu op Duitsland. We moeten de druk hoog houden. Eind februari heeft minister Vervotte een gesprek met de heer Voigtsberger, de nieuwe minister van Economie van Noordrijn-Westfalen. Als mijn agenda het toelaat en als ik nog premier ben, zal ik ook bij dat onderhoud aanwezig zijn.

De Nederlandse minister-president Rutte kent onze standpunten heel goed en heeft nog eens herhaald dat Nederland zijn internationale engagementen zal nakomen.

Wij hebben de Scheldeverdieping erdoor gekregen. Ik hoop dat het dossier van de IJzeren Rijn ook met een succes zal eindigen.

01.04 **Peter Luykx** (N-VA): Het is belangrijk om hierover te blijven vergaderen met Nederland en Duitsland. Zo blijft het dossier op de agenda staan. Volgens de minister bevestigt Nederland zijn standpunt inzake het tracé, maar in november bleek er toch alweer een haar in de boter te zitten. Er zit dus toch wat ruis op de relatie tussen Nederland en Vlaanderen.

01.05 **Bert Schoofs** (VB): Het is goed dat de premier over dit dossier blijft vergaderen. Als hij het zou laten glippen, zou Nederland de kans krijgen nog meer tegenmaatregelen te nemen. Het is een goede strategie om Duitsland als bondgenoot te kiezen. Dat kan Nederland onder druk zetten.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer Ben Weyts aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het advies voor de benoeming van een vicegouverneur" (nr. 1538)**

02.01 **Ben Weyts** (N-VA): Het ambt van de heer Clement als waarnemend vicegouverneur werd voor de tweede maal verlengd. De vicegouverneur moet toezien op de naleving van de taalwetgeving. Omdat die vooral wordt geschonden door Franstaligen, werd bepaald dat de vicegouverneur van de Nederlandse taalrol moet zijn. De heer Clement is een Franstalige van MR-signatuur.

De aanstelling van de vicegouverneur gebeurt op eensluidend advies van de federale regering. Kreeg de federale regering hierover een adviesaanvraag van de Brusselse regering? Wat is het standpunt van de federale regering?

02.02 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Wij kregen geen adviesaanvraag van de Brusselse regering.

Het is niet aan de federale uitvoerende macht om te oordelen over de rechtsgrond van een bestuurlijke handeling. De besluiten van de Brusselse regering worden gemotiveerd door een verwijzing naar de provinciewet van 1836 en de noodzakelijke continuïteit van de dienst met betrekking tot de handhaving van de openbare orde en de coördinatie van de politiediensten en de civiele veiligheid.

Volgens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is er inderdaad een eensluidend advies van de federale

regering nodig voor de benoeming van een vicegouverneur. De regering kreeg tot op heden geen ontwerp van benoemingsbesluit.

02.03 Ben Weyts (N-VA): De provinciewet geldt volgens mij evenzeer voor de aanduiding als waarnemend vicegouverneur. Aangezien de regering betrokken partij is, moet zij hierover toch een standpunt hebben?

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Theo Francken aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het uitwijzingsbeleid" (nr. 1160)

03.01 Theo Francken (N-VA): Ik ga akkoord met de analyse van de premier in *De Standaard* van 20 november dat België het imago heeft gekregen dat alles kan en dat er vroeg of laat wel weer een regularisatie komt. Als ik lees dat de premier er persoonlijk op zal toezien dat het terugkeerbeleid normaliseert, zie ik daarin een verwijt aan staatssecretaris Wathelet, die zijn werk dan niet goed heeft gedaan.

Het terugkeerbeleid is een totale mislukking. De vrijwillige terugkeer is een veredeld reisbureau en wordt vooral gebruikt door Brazilianen – vorig jaar 950 van de 2.000 – die na een tijdje illegaal te hebben gewerkt, goedkoop willen terugkeren. Naast een gratis vlucht, krijgen zij ook nog eens 950 euro voor hun re-integratie in Brazilië!

De gedwongen terugkeer is ook al geen succes en is de laatste jaren enorm gedaald. Jaarlijks zijn er slechts 1.800 tot 2.000 geslaagde verwijderingen.

Op welke manier wil de premier persoonlijk toezien op de vrijwillige terugkeer?

Voorzitter: Renaat Landuyt.

03.02 Eerste minister Yves Leterme (Nederlands): Wij hebben maatregelen genomen om de instroom onder controle te krijgen en om de opvangcapaciteit te vergroten.

Momenteel zet de visaliberalisering voor de Balkanlanden heel wat druk op de instroom. Wij hebben met de Albanese regering afgesproken dat wij de asielaanvragen van Albanezen van zeer kortbij volgen. De huidige koninklijke bemiddelaar heeft mij aangeraden om echt uur na uur te volgen wie zich aan het loket aanmeldt. Zo merken we snel of mensen op een gestructureerde manier vanuit een bepaald land of een bepaalde streek naar hier komen en kunnen we meteen maatregelen nemen.

Als de DVZ en het Commissariaat-Generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen een opvallende verhoging van het aantal aanvragen opmerken, wordt het systeem van prioritaire behandeling toegepast. Dat betekent voor Albanië dat ongeveer 5 procent het statuut krijgt toegewezen.

Daarnaast versterken wij de preventiecampagnes. Er zijn folders in het Albanees waarin wordt uitgelegd dat België geen luilekkerland is.

Om efficiënt te kunnen optreden, moet ook de samenwerking tussen Fedasil en de DVZ worden verbeterd. Er werd onderhandeld over een protocol. Dat moet nu versterkt en verduidelijkt worden. Er is vooral een verbetering nodig van de gegevensuitwisseling, met het oog op een versterking van de gedwongen uitwijzingen.

De mislukking van het vrijwillige terugkeerbeleid aantonen met het voorbeeld van enkele Brazilianen, gaat wat ver. We moeten de vrijwillige terugkeer blijven aanmoedigen, vooral in de beginfase, bij het aanvragen van de verblijfsvergunning.

Voorzitter: Ben Weyts.

Met de minister van Justitie bespreek ik momenteel de verwijdering van onregelmatig verblijvende personen die hier een straf hebben uitgezeten. Er zijn enkele honderden mensen die hun straf hebben uitgezeten, maar in de gevangenis blijven omdat er voor hen geen statuut is.

Staatssecretaris Wathélet werkt aan een circulaire voor de burgemeesters om hen te herinneren aan de noodzaak van een snelle opvolging van de beslissingen van de DVZ. Het is voor lokale besturen niet gemakkelijk om onder druk van actiecomités en schoolbesturen mensen na drie of vier jaar verblijf een bevel te geven om het grondgebied te verlaten. Wij zullen daarom met een delegatie van de lokale besturen onderzoeken hoe de samenwerking kan worden verbeterd om dit zo efficiënt mogelijk te organiseren.

Er wordt onderhandeld met de landen van herkomst over readmissieakkoorden, overnameakkoorden en protocollen van administratieve samenwerking. In 2011 ondertekenen we het overnameakkoord met Kosovo. Er zijn ook al akkoorden met Burundi, Ecuador en Vietnam. Er wordt gewerkt aan een regeling met Afghanistan, Brazilië, Peru, Bolivia, India, Ivoorkust en Colombia. Ook op Benelux-niveau wordt gewerkt aan de veralgemening van de overnameakkoorden.

Het aantal personen dat vrijwillig of onvrijwillig het land verlaat, is de afgelopen jaren niet achteruitgegaan en is zelfs licht gestegen. Dat betekent niet dat de cijfers niet moeten worden verbeterd. Om het beleid weer op de sporen te krijgen, is het verwijderingsbeleid even belangrijk als de beperking van de instroom en de snelle afhandeling van de dossiers.

03.03 Theo Francken (N-VA): Heb ik het goed begrepen dat de situatie met de Albanezen om de halve dag wordt opgevolgd? Is er sinds vorige week geen verhoogde instroom?

03.04 Eerste minister Yves Leterme (Nederlands): Momenteel is er een normale evolutie. Vanaf 15 december geldt de visaliberalisering en het kan dus nog dat er een opstoot komt. Er is een duidelijke afspraak met de premier van Albanië dat er een gezamenlijke actie komt als daar sprake van zou zijn. Met commissaris Malmström werd afgesproken dat de liberalisering zo nodig wordt aangepast of zelfs opgeschort.

03.05 Theo Francken (N-VA): Ik sta pal achter de zeven maatregelen, maar de vraag is of ze afdoende zullen zijn. De premier wil het protocol met de Dienst Vreemdelingenzaken handhaven, maar dat protocol is volgens Fedasil een lege doos. De mensen die verwijderd moesten worden, zijn verwijderd en de illegale gezinnen die nog hier zijn, vallen niet meer onder het protocol.

Ik pleit voor een forser optreden. De vrijwillige terugkeer moet weg bij Fedasil, naar de DVZ. Fedasil werkt immers met maatschappelijk werkers die een vertrouwensband met de asielzoekers moeten creëren, en die dus bijgevolg slecht geplaatst zijn om het over terugkeer te hebben. De terugkeerambtenaren moeten onder de DVZ werken en de vrijwillige en de gedwongen terugkeer moeten vanuit één dienst worden georganiseerd om redenen van efficiëntie.

Ik blijf bij mijn stelling dat de vrijwillige terugkeer werkt als een veredeld reisbureau. Dat mag demagogisch klinken, maar de cijfers geven mij gelijk. In Nederland krijgen illegalen niet meer dan 50 euro en als ze weigeren in te tekenen op een gratis vlucht, dan verliezen ze die bescheiden premie direct. Dit kan gelden als een achtste voorstel. Ik hoop dat de premier het wil laten onderzoeken.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1073 van de heer De Man is ingetrokken. Vraag nr. 1111 van de heer De Vriendt is omgezet in een schriftelijke vraag en de samengevoegde vraag nr. 1149 van de heer Blanchart is ingetrokken.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer **Renaat Landuyt** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de 115 miljoen euro inbeslagnames die in de begroting werden geboekt als inkomsten" (nr. 1112)
- de heer **Georges Gilkinet** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het bedrag van 115 miljoen euro dat werd weggehaald bij het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring en dat door de regering op illegale wijze als inkomsten in de begroting 2009 werd opgenomen" (nr. 1761)

04.01 Renaat Landuyt (sp.a): Ik heb al verschillende ministers ondervraagd over de 115 miljoen euro in beslag genomen geld dat aan de Schatkist werd doorgestort. Er zijn nuanceverschillen in de interpretaties van beslissingen en daden.

Minister Reynders was ongegeneerd duidelijk en scheen er geen probleem mee te hebben dat de overheid geld van derden gebruikt omdat ze later toch altijd kan terugbetalen.

De minister van Justitie kon met een wetsartikel in de hand de doorstorting van een privébank naar de Deposito- en Consignatiekas verantwoorden. Dat het geld nadien nog eens werd doorgestort en wel naar de Schatkist, heeft hij nooit geweten en hij voelde zich duidelijk beetgenomen.

Minister van Begroting Vanhengel vindt de doorstorting contesteerbaar, maar ook weer niet rampzalig, omdat er zoveel geld op de Deposito- en Consignatiekas staat, dat een klein voorschot richting Schatkist eigenlijk geen groot probleem is. Dat is een redenering die nogal eens aan de basis ligt van strafzaken tegen bankiers of notarissen.

Staatssecretaris van Begroting Wathélet antwoordde heel voorzichtig in de richting van de minister van Justitie, maar gaf ook toe dat het nodig was om de rekeningen op te smukken.

Allemaal waren ze blij dat het geld uiteindelijk werd teruggestort, al blijkt vandaag dat het op 10 november had moeten gebeurd zijn, maar dat het niet gebeurd is. Vandaag verschijnt er een amendement dat luidt dat het geld op de rekening van 2009 staat, dat er geen wettelijke basis was en dat het teruggestort moet worden.

Blijkbaar moest het geld er op 29 december 2009 staan en zal men voor 2010 nog eens dezelfde kunstgreep uithalen. Het geld van een ander zal dus twee keer worden gebruikt.

Wanneer zal minister Reynders beslissen om uit te voeren wat hier in het amendement een wettelijke basis krijgt? Wie heeft uiteindelijk beslist om de 115 miljoen euro van bij de Deposito- en Consignatiekas door te storten naar de Schatkist? Wanneer is die beslissing genomen? Werd die beslissing gedragen door de volledige regering? Was de minister zich bewust van het niet-reglementaire karakter van die transactie? Wanneer werd hij daarvan door het Rekenhof formeel op de hoogte gebracht? Waarom werd gewacht met het terugschroeven van die transactie?

04.02 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Uw regering besliste op 23 oktober 2008 een bedrag van 115 miljoen euro van de rekeningen van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (COIV) over te hevelen naar de Deposito- en Consignatiekas.

Het was de bedoeling om die som als inkomsten in de begroting 2009 in te schrijven. Het duurde meer dan een jaar voor dat ook effectief gebeurde. Het Instituut voor de Nationale Rekeningen weigerde om die som als inkomsten voor het jaar 2009 te boeken, omdat het de transactie als illegaal beschouwde. Het Rekenhof was van oordeel dat het bedrag niet legaal kon worden geboekt als inkomsten van de Staat, wat betekent dat die handelwijze in strijd was met de wet. Het Rekenhof meende dat het bedrag op de rekening van de Deposito- en Consignatiekas moest worden teruggestort. Uw regering nam op 10 november een beslissing in die zin, die op het laatste nippertje als amendement werd ingediend op de Begrotingsaanpassing 2010 die we deze ochtend hebben ontvangen. De versies van de verschillende leden van de regering hieromtrent lopen uiteen.

Wat was de bedoeling van de regering op 23 oktober 2008? Was het toen de bedoeling dat het bedrag automatisch van de Deposito- en Consignatiekas naar de Schatkist zou worden overgeheveld? Indien niet, wie nam dan die beslissing? Op grond van welk juridisch advies nam de regering de beslissing geld te gebruiken dat niet toebehoorde aan de Staat? Waarom heeft de regering het advies van het Rekenhof afgewacht voor ze die beslissing terugdraaide? Hoeveer staat de regering met de maatregelen om tot een ander beheer te komen van de fondsen die haar zijn toevertrouwd? Gaat het om niet meer dan een boekhoudkundige vergissing of maakte uw regering hier een ernstige fout?

04.03 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Bij de collega's bestaat er veel verwarring, wellicht gedeeltelijk gewild.

Het gaat over in beslag genomen gelden waarvan statistisch zeker is dat de helft of twee derden uiteindelijk verbeurd zal worden verklaard. Toen wij maatregelen zochten tijdens het begrotingsconclaaf, heb ik voorgesteld – ik ben immers de schuldige – de helft van wat statistisch verbeurd zal worden verklaard, of iets meer, ESER-matig correct te boeken in de middelenbegroting. Dat is aanvaard en het voorstel om het op te nemen in de tabellen van het wetsontwerp werd goedgekeurd. Toen het Parlement de begroting van 2009 goedkeurde, keurde het deze transactie dus goed.

Het gaat niet om een boekhoudkundige truc. Het gaat over geld dat de belastingbetaler uiteindelijk toch zou toekomen. Collega's hebben misschien liever dat ik sociaal zwakkeren tref, maar als daad van goed beheer heb ik op een bepaald moment gezegd dat er een grote kans bestaat dat het geld van personen die de wet hebben overtreden de gemeenschap toekomt. De voorbije tien tot vijftien jaar bleek dat voor de helft tot twee derden van de in beslag genomen sommen te gelden en daarom hebben we beslist iets meer dan de helft te boeken.

(*Frans*) Dat geld werd vervolgens in de Schatkist gestort, overeenkomstig de tabellen die in de rijksmiddelenbegroting worden vermeld. Die overheveling was niet nodig en maakte boekhoudkundig gezien geen verschil voor de begroting.

Dit gaf aanleiding tot een juridische kwestie, want er waren derdengelden gemengd met overheidsmiddelen. Dat is de mening van het Rekenhof.

Het is een gewoonte geworden dat de adviezen van het Rekenhof in de pers worden bekendgemaakt nog voor de regering ervan op de hoogte wordt gebracht. Zodra het probleem in het licht werd gesteld, werd de overheveling naar de Schatkist tenietgedaan en werd dat geld onder het beheer gebracht van de Deposito- en Consignatiekas.

In het Parlement werd vervolgens een begrotingsdocument goedgekeurd waarmee de regering ertoe werd gemachtigd om de desbetreffende transacties uit te voeren. Naar aanleiding van een opmerking van het Rekenhof, hebben wij uiteindelijk onze koers bijgesteld.

04.04 **Renaat Landuyt** (sp.a): De premier zegt dat het Parlement de transactie heeft goedgekeurd, maar dat is wel op basis van de informatie van de regering. Die heeft het Parlement voorgelogen dat het om definitief verworven goud ging.

De feiten wijzen uit dat het een foute transactie was en het geld moet worden teruggestort. Dat zal pas volgend jaar gebeuren, zodat de regering de begroting twee keer kan opsmukken met geld dat haar niet toekomt.

De redenering dat het geld de overheid toch ooit voor de helft zou toekomen, gaat niet op. Van bankiers en notarissen zou men een dergelijke redenering nooit aanvaarden. Geld van misdadigers is overigens ook vaak geld van gewone mensen.

De Deposito- en Consignatiekas is een vertrouwensinstrument om geld te bewaren. Het is een grove fout om aan dat geld te zitten. De lichtzinnigheid waarmee de premier daarover stapt, is een gevaarlijk signaal voor

hemzelf, maar ook voor de maatschappij. Beleidsmensen die geld in bewaring zomaar gebruiken, passen niet echt in een wereld zoals wij haar zouden wensen. Ik denk dat deze zaak nog een staartje krijgt.

04.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik waardeer dat u de verantwoordelijkheid voor dit slechte idee niet van u afschuift, maar u speelt het Parlement, dat die begroting heeft aangenomen, dan weer heel snel de zwartepiet toe. Het Parlement heeft dat echter gedaan op grond van verkeerde informatie. Het gaat niet over bedragen die definitief aan de Staat toevallen, maar om geld van derden dat als ontvangsten geboekt werd, zoals het Rekenhof zeer terecht opmerkt.

Als dat geld niet verbeurdverklaard werd en er geen definitieve beslissing genomen werd met betrekking tot de in beslag genomen sommen, mag de Staat daar de hand niet op leggen. Het vermoeden van onschuld moet gerespecteerd worden.

04.06 Eerste minister **Yves Leterme** (*Frans*): Opereert de Deposito- en Consignatiekas in het werkveld van de consolidatie van inbeslagnamen en verbeurdverklaringen, ja of neen?

04.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Zo een beetje ertussenin.

04.08 Eerste minister **Yves Leterme** (*Frans*): Neen, ze opereert in dat werkveld.

04.09 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Die beslissing van de regering om geld dat haar niet toekwam over te hevelen naar de ontvangsten van het rijk, was verkeerd. Een en ander werd rechtgezet, maar er is nog iets wat ik niet goed begrijp. Men zegt me dat dit geen gevolgen heeft gehad in 2009, aangezien het Instituut voor de Nationale Rekeningen de inschrijving op de begroting verworpen heeft, maar in 2010 beslist men dan die 115 miljoen euro terug te storten in de Deposito- en Consignatiekas. Hoe zit het nu?

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Siegfried Bracke aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de interpretatie van lopende zaken wat betreft het sluiten van megahuurcontracten" (nr. 1733)

05.01 Siegfried Bracke (N-VA): Onlangs antwoordde minister De Clerck mij dat de betalingsachterstand voor gerechtsdeskundigen te maken had met het uitblijven van de oprichting van een databank door de val van de regering.

In 2013 verhuist het Brusselse politiehooftkwartier naar een nieuw gebouw op de site van het voormalig Rijksadministratief Centrum. De vergunningen waren al klaar bij de val van de regering, maar de bouwpromotoren wilden wachten op de zekerheid van een huurcontract. Dat zouden ze nu hebben gekregen van de regering.

Het huisvesten van de politie is een beleidskeuze. Waarom kan dat wel in een periode van lopende zaken, maar het opstarten van een website om de werking van de Staat te verbeteren niet?

05.02 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Het KB over de Centrale Databank voor Beslagberichten is op 17 december 2010 verschenen in het *Belgisch Staatsblad* en treedt op 19 januari 2011 in werking.

Het huren van huisvesting voor de politie past wel degelijk binnen de lopende zaken. Het is de uitvoering van een eerder genomen beslissing, op 17 december 2009, en is dus geen nieuwe beleidskeuze.

05.03 Siegfried Bracke (N-VA): Dat was een leerrijk antwoord. Minister De Clerck had mij de indruk gegeven dat er een gigantisch probleem was en dat de site niet kon worden opgestart.

05.04 Eerste minister **Yves Leterme** (*Nederlands*): Sinds de val van de regering ligt er een aantal KB's bij de Koning te wachten op ondertekening. Dit KB is wat langer blijven liggen omdat moest worden nagegaan of het wel binnen de bevoegdheid van lopende zaken viel.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1757 van de heer Gilkinet wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.41 uur.